

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 31/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



SOLYAP

ZI La pontchonnière
69210 Savigny

Références : UDR-CTESSP-23-053-FV
Code AIOT : 0010600379

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2023 dans l'établissement SOLYAP implanté ZI La pontchonnière 164 ROUTE DES EGLANTIERES 69210 Savigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société SOLYAP a repris en 2004 l'unité de traitement de surface SIAP 1, sur la commune de Savigny. L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 2005 modifié le 18 novembre 2021. L'activité de traitement de surface est maintenant soumise à enregistrement.

Les activités exercées par SOLYAP sont l'application de peintures poudres avec traitement de surface préalable pour différents domaines d'activité (automobile, ferroviaire, mobilier urbain, etc.). L'inspection s'inscrit dans le cadre d'une opération coup de poing « produits chimiques ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLYAP
- ZI La pontchonnière 164 ROUTE DES EGLANTIERES 69210 Savigny
- Code AIOT : 0010600379
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement dispose d'un four de décapage des métaux, de 3 cabines de peintures poudre, de 2 cabines de grenaillage et de 2 chaînes de préparation de surface :

- une chaîne par aspersion (TTS)
- une chaîne par immersion (SLETI)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 26/10/2005, article 3.1.4.3 et 3.1.5.1	/	Lettre de suite préfectorale Voir demande ci-dessous	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5(31?)	/	Voir demande ci-dessous
5	Rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 26/10/2005, article 3.1.4.3 et 2.4.8.1	/	Voir demande ci-dessous

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
3	Rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 26/10/2005, article 3.1.4.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant répond globalement à la réglementation sur les produits chimiques. Une attention devra cependant être portée sur l'état des rétention et les conditions de stockage (p.ex. incompatibilité).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, CLP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection un inventaire des produits de traitement de surface du 1 mars 2023. L'Inspection a sélectionné les deux produits les plus utilisés : le C-AK L95 et la Bonderite C-AK 791CF. Ces produits sont utilisés pour le dégraissage. L'Inspection a constaté que les étiquettes des bidons de C-AK L95 comportent le pictogramme de danger de la FDS et sont rédigées en français.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5(31?)
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
<p>Constats : L'Inspection a contrôlé par échantillonnage la disponibilité des FDS. L'exploitant a pu présenter les FDS du C-AK L95 et de la Bonderite C-AK 791CF.</p> <p>Une des FDS comportait une date de révision inférieure à 2020.</p> <p>Demande 1 : L'Inspection demande à l'exploitant de se rapprocher sous 1 mois de ses fournisseurs afin de mettre à jour ses FDS.</p> <p>L'Inspection a constaté que ces produits sont stockés globalement conformément aux recommandations des FDS (sur rétention, à l'abri du gel) mais que la Bonderite C-AK 791CF est stocké à côté du bain chauffé de dégraissage de la ligne SLETI alors que la FDS demande un stockage au frais.</p> <p>Demande 2 : L'Inspection demande à l'exploitant d'étudier sous 1 mois la possibilité de stocker le produit dans un endroit répondant aux conditions de stockage de la FDS.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2005, article 3.1.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le sol des installations où seront stockés, transvasés ou utilisés des liquides contenant des acides, des bases, des toxiques de toutes natures ou des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre sera muni d'un revêtement étanche et difficilement attaquant. Il sera aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. Le volume de la capacité de rétention sera au moins égal au volume de la plus grosse cuve et à 50 % du volume de l'ensemble des cuves de solution concentrée situées dans l'emplacement à protéger.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté le calcul du volume des rétentions des cuves de traitement : - pour la ligne SLETI, le volume total des cuves est de 16 950L avec un volume maximum de 4 000L pour une rétention de 15327L; - pour la ligne TTS, le volume total des cuves est de 8 200L avec un volume maximum de 5 800L pour une rétention de 15 700L.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2005, article 3.1.4.3 et 3.1.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien de la rétention et gestion des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les capacités de rétention seront conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve, une canalisation et les liaisons. Elles seront munies d'un déclencheur d'alarme en point bas.</p> <p>Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisation...) sera vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activités de l'atelier supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Ces vérifications seront consignées dans un document prévu à cet effet et mis à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'Inspection a constaté que les rétentions des cuves de traitement sont en béton; celle de la ligne TTS est en bon état de propreté; celle de la ligne SLETI est recouverte par endroit par un dépôt.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas tracer le contrôle de ses rétentions.</p> <p>Demande 3 : L'Inspection demande à l'exploitant de nettoyer la rétention de la ligne SLETI et de vérifier a minima une fois par an l'état des rétentions. Les contrôles doivent être tracés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 12 mois

N° 5 : Rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2005, article 3.1.4.3 et 2.4.8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Produits incompatibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les systèmes de rétention seront conçus et réalisés de sorte que les produits incompatibles ne puissent se mêler.</p>
<p>Constats : L'Inspection a constaté que le C-AK-L95 est stocké dans la rétention des cuves de traitement qui contient également le stockage d'acides. Les 2 produits sont incompatibles et peuvent en cas de fuites rentrer en contact au niveau du point bas de la rétention.</p> <p>Demande 4 : L'Inspection demande à l'exploitant sous 1 mois de stocker les acides et les bases (produits en bidons) sur des rétentions différentes.</p> <p>Aussi l'exploitant a indiqué que les bains acides et alcalins de traitement de surface (contenant des produits "pures") se retrouvent sur la même rétention.</p> <p>Demande 5 : L'Inspection demande à l'exploitant sous 1 mois de s'assurer de l'absence de réaction chimique possible entre les bains situés sur une même rétention.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites